

## LA PROTECCIÓN INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS ECONÓMICOS, SOCIALES Y CULTURALES DESDE UNA PERSPECTIVA DE GÉNERO

Ligia Bolívar O.

Volume 11, numéro 1, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1100697ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1100697ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de droit international

ISSN

0828-9999 (imprimé)

2561-6994 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bolívar O., L. (1998). LA PROTECCIÓN INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS ECONÓMICOS, SOCIALES Y CULTURALES DESDE UNA PERSPECTIVA DE GÉNERO. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 11(1), 157–174. <https://doi.org/10.7202/1100697ar>

Résumé de l'article

La discrimination fondée sur le sexe est sans aucun doute la source de nombreuses violations des droits de la personne dont souffrent les femmes. Par contre, sans vouloir remettre en cause la vision selon laquelle tous les droits de la personne sont indivisibles et interdépendants, il est impossible d'ignorer le fait que la discrimination fondée sur le sexe affecte les droits économiques, sociaux et culturels (ECOSOC) des femmes, qui sont les droits le plus souvent violés. De plus, ces violations ont pour effet de priver les femmes d'autres droits traditionnels, leurs droits civils et politiques.

En mettant l'accent sur une perspective de genre, nous constatons que certains droits dont bénéficient les femmes, sont fondés sur des caractéristiques physiologiques, tandis que d'autres se fondent sur la construction sociale du rôle attribué aux femmes dans la société. Dans cet article, l'auteur soutient qu'en certaines circonstances les femmes ont besoin d'une protection juridique particulière.

Il existe plusieurs instruments, tant internationaux que régionaux, qui visent à protéger les droits ECOSOC des femmes. Ces instruments offrent aux femmes une protection ample sous l'angle des droits qui y sont énoncés. L'article nous fait justement connaître les défis et les innovations révélés par une perspective basée sur le genre quant à la protection de ces droits, en présentant une étude de cas de certains de ces droits; ceux relatifs aux droits de propriété et d'autres de caractère patrimonial, ainsi que celui du droit des femmes à la protection contre la violence. Cet article examine aussi les mécanismes de protection des droits ECOSOC des femmes autant au niveau international qu'au niveau du système interaméricain. L'auteur conclue, au sujet de ces droits ECOSOC des femmes, qu'il est possible d'identifier un ensemble d'aspects liés à une vision traditionnelle des droits de l'homme qui sont maintenant dépassés par les rédefinitions que présuppose une perspective du genre. Cette dernière insufflé de l'air frais à certains droits qui, encore aujourd'hui, étaient peu développés. La « consistance » dans les progrès envisagés en matière des droits ECOSOC des femmes, en particulier à partir d'une perspective basée sur le genre, demeure un des plus importants défis à relever en ce moment dans le domaine des droits de l'homme.

## LA PROTECCIÓN INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS ECONÓMICOS, SOCIALES Y CULTURALES DESDE UNA PERSPECTIVA DE GÉNERO

*Par Ligia Bolívar O.\**

La discrimination fondée sur le sexe est sans aucun doute la source de nombreuses violations des droits de la personne dont souffrent les femmes. Par contre, sans vouloir remettre en cause la vision selon laquelle tous les droits de la personne sont indivisibles et interdépendants, il est impossible d'ignorer le fait que la discrimination fondée sur le sexe affecte les droits économiques, sociaux et culturels (ECOSOC) des femmes, qui sont les droits le plus souvent violés. De plus, ces violations ont pour effet de priver les femmes d'autres droits traditionnels, leurs droits civils et politiques.

En mettant l'accent sur une perspective de genre, nous constatons que certains droits dont bénéficient les femmes, sont fondés sur des caractéristiques physiologiques, tandis que d'autres se fondent sur la construction sociale du rôle attribué aux femmes dans la société. Dans cet article, l'auteur soutient qu'en certaines circonstances les femmes ont besoin d'une protection juridique particulière.

Il existe plusieurs instruments, tant internationaux que régionaux, qui visent à protéger les droits ECOSOC des femmes. Ces instruments offrent aux femmes une protection ample sous l'angle des droits qui y sont énoncés. L'article nous fait justement connaître les défis et les innovations révélés par une perspective basée sur le genre quant à la protection de ces droits, en présentant une étude de cas de certains de ces droits; ceux relatifs aux droits de propriété et d'autres de caractère patrimonial, ainsi que celui du droit des femmes à la protection contre la violence. Cet article examine aussi les mécanismes de protection des droits ECOSOC des femmes autant au niveau international qu'au niveau du système interaméricain. L'auteur conclue, au sujet de ces droits ECOSOC des femmes, qu'il est possible d'identifier un ensemble d'aspects liés à une vision traditionnelle des droits de l'homme qui sont maintenant dépassés par les rédéfinitions que présuppose une perspective du genre. Cette dernière insufflé de l'air frais à certains droits qui, encore aujourd'hui, étaient peu développés. La «consistance» dans les progrès envisagés en matière des droits ECOSOC des femmes, en particulier à partir d'une perspective basée sur le genre, demeure un des plus importants défis à relever en ce moment dans le domaine des droits de l'homme.

Sex-based discrimination is undoubtedly the source of many violations of the human rights of women. On the other hand, without questioning the vision we share that all human rights are indivisible and interdependent, it is impossible to ignore that in terms of discrimination based on sex, the economic, social and cultural (ECOSOC) rights of women are the ones most frequently violated. In addition, violations of these rights impede women's enjoyment of other more traditional political or civil rights.

A gender perspective recognizes that some of women's rights are related to physical characteristics, but others are based on the social construction of women's roles within societies. In this article, it is argued that in certain situations, women require a special legal protection. Various international and regional instruments for the protection of economic, social and cultural rights of women exist. These instruments offer a wide protection in terms of the rights enunciated. This article reveals some of the innovations and challenges unearthed

---

\* Venezolana; Licenciada en Sociología (Universidad Católica Andrés Bello, Caracas); Consultora Proyecto de Modernización de la Corte Suprema de Justicia de Venezuela; Ex-Coordinadora del Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (PROVEA); Ex-Presidente del Consejo Directivo del Center for Justice and International Law (CEJIL); Miembro de Amnistía Internacional y Penal Reform International.

by a gender perspective on the protection of women's ECOSOC rights, by reviewing case studies concerning the rights to property and other patrimony rights, and the right to protection against violence. International and inter-American mechanisms to protect the ECOSOC rights of women are also examined. The author concludes that, through the ECOSOC rights of women, it is possible to identify several aspects linked with a traditional approach of human rights that have been surpassed nowadays by redefinitions deriving from a gender perspective. That's the way to breathe fresh air to some rights not much developed until now. «Consistency» in terms of the proposed progress about the ECOSOC rights of women remains, especially from a gender perspective, one of the most important challenge confronting the human rights domain at this time.

La discriminación basada en el sexo es, sin duda, fuente de numerosas violaciones de los derechos de la persona que sufren las mujeres. Pero, sin poner en tela de juicio la visión según la cual todos los derechos de la persona son indivisibles e interdependientes, resulta imposible ignorar el hecho que la discriminación fundada en el sexo afecta a los derechos económicos, sociales y culturales (DESC) de las mujeres que son, a menudo, los más violados. Además, estas violaciones tienen como efecto de privar a las mujeres de otros derechos tradicionales como son sus derechos civiles y políticos.

En el marco de una perspectiva de género, podemos constatar que ciertos derechos de los que benefician las mujeres, están fundados en características fisiológicas, al mismo tiempo que otros se fundan en la construcción social del papel atribuido a las mujeres en la sociedad. En este artículo se aclara que las mujeres en algunas situaciones necesitan una protección jurídica particular.

Existen muchos instrumentos, tanto a nivel internacional como regional, que aspiran a proteger los DESC de las mujeres. Esos instrumentos ofrecen a las mujeres una protección muy amplia en cuanto a los derechos enunciados. Este artículo nos hace conocer los desafíos revelados por el enfoque de género en cuanto a la protección de tales derechos y las innovaciones en esta materia, con estudios de casos sobre algunos derechos como los derechos de propiedad y otros de carácter patrimonial, así como también el derecho de las mujeres a la protección contra la violencia. Se examina también los mecanismos de protección de los DESC de la mujer a nivel internacional, como en el sistema interamericano. La autora concluye al examinar los DESC de la mujer, que es posible encontrar una serie de aspectos relacionados con la visión tradicional de los derechos humanos que son superados por redefiniciones producidas bajo una perspectiva de género, la cual imprime un nuevo aire a derechos que se encontraban hasta el presente poco desarrollados. La «consistencia» en los avances propuestos en materia de DESC, especialmente desde una perspectiva de género, sigue siendo uno de los retos más importantes que se enfrentan en la actualidad en el campo de los derechos humanos.

## **I. Introducción**

Indudablemente, la discriminación basada en el sexo es fuente de una gran cantidad de violaciones a los derechos humanos de la mujer. Por otra parte, sin restar validez a la visión – que compartimos – según la cual todos los derechos humanos son indivisibles e interdependientes, no podemos dejar de considerar que, en el caso de la discriminación basada en el sexo, las violaciones de mayor trascendencia se producen en el campo de los derechos económicos, sociales y culturales (DESC) de la mujer. Al hablar de violaciones de mayor trascendencia nos referimos a aquellas que tienen un efecto más duradero en el tiempo y que traen consecuencias en el disfrute de otros derechos.

En variados contextos socioculturales se producen esquemas de exclusión social de la mujer que afectan sus derechos económicos, sociales y culturales a causa de prácticas discriminatorias en materia de alimentación, de educación, de salud, de condiciones laborales, de acceso a bienes materiales, propiedades y herencias, entre otras. Estos mecanismos de exclusión social no solo afectan directamente los DESC de la mujer sino que, además, producen consecuencias negativas en la capacidad de éstas para disfrutar de sus derechos civiles y políticos. En otras palabras, la discriminación hacia la mujer produce consecuencias en los terrenos económico, social y cultural que redundan en obstáculos para el disfrute de los demás derechos humanos.

Frente a este panorama, diversos instrumentos de protección de los derechos específicos de la mujer se han venido desarrollando a lo largo del presente siglo, en medio de posiciones encontradas sobre la necesidad y pertinencia de un régimen de protección especial de los derechos de la mujer. En el marco de este debate sobre el desarrollo de instrumentos normativos en lo que se refiere a los DESC de la mujer, se ha visto la necesidad de replantear algunos temas y conceptos que, desde una óptica de género, exigen una mirada crítica y diferente a la tradicional.

Este replanteamiento ha conducido, por una parte, a reexaminar de forma creativa derechos que, habiendo sido inicialmente reconocidos como inherentes a la persona humana, fueron posteriormente relegados y que adquieren nueva fuerza al ser analizados desde la perspectiva de género, como es el caso del derecho a la propiedad. Por otra parte, el debate también ha conducido al tratamiento de problemas cuya complejidad pone a prueba la consistencia de principios fundamentales de derechos humanos, tal como sucede en el caso de la violencia contra la mujer.

Más allá de las lagunas y debates en el campo conceptual, también se pueden identificar vacíos en el terreno de lo formal, asociados principalmente con la eficacia y suficiencia de los mecanismos existentes para la protección de los DESC de la mujer.

Tomando en cuenta este conjunto de factores, el presente trabajo tiene por objeto explorar los mecanismos internacionales de protección de los DESC de la

mujer y su eficacia en la búsqueda de justiciabilidad de dichos derechos. Para ello comenzaremos por examinar la pertinencia de un régimen especial de protección de los derechos de la mujer, pasando luego a detallar los instrumentos existentes, los DESC que ellos protegen, el contenido cambiante de algunos de estos derechos desde una perspectiva de género y los mecanismos específicos de protección, analizando en este último caso los méritos y vacíos de dichos instrumentos.

## II. La necesidad de instrumentos especiales de protección de los derechos de la mujer<sup>1</sup>

El desarrollo de instrumentos especiales de protección de los derechos de la mujer no se ha producido exento de polémicas. Diversos sectores han cuestionado lo que consideran una visión paternalista en torno a los derechos de la mujer, la cual se reflejaría en convenios internacionales tales como los dedicados a la protección de la mujer frente al trabajo nocturno, en la que, más que defenderse derechos, se refleja una visión de género que colocaría a la mujer en una situación de minusvalía.

Antes de proseguir, es necesario aclarar que compartimos el enfoque según el cual sexo y género son conceptos diferentes, por lo que cabe explicitar que entenderemos por género: «[...] la red de rasgos de personalidad, actitudes, sentimientos, valores, conductas y actividades que, a través de un proceso de construcción social, diferencia a los hombres de las mujeres»<sup>2</sup>.

Al entender de esta manera el concepto de género, es evidente que, como señala la misma Organización Panamericana de la Salud (OPS), éste «[...] no excluye pero sí desborda el ámbito de lo fisiológico para centrarse en la trama de influencias recíprocas que median entre los factores biológicos ligados al sexo, las definiciones y valoraciones que la cultura asigna diferencialmente a hombres y mujeres, y los patrones que rigen las relaciones inter e intra-sexos»<sup>3</sup>, de tal forma que, si bien es cierto que la protección de los derechos de la mujer debe estar estrechamente ligada con las características fisiológicas derivadas de su especificidad sexual, no puede agotarse en ello, pues debe considerar, además, factores propios del proceso de construcción social mediante los cuales se desarrollan esquemas culturales que poco o nada tienen que ver con las características fisiológicas.

Podría afirmarse entonces que la existencia de instrumentos especiales de protección de los derechos de la mujer se justifica en la medida en que tales instrumentos suponen un reconocimiento de la existencia de factores tanto

---

<sup>1</sup> L. Bolívar O., *La salud como derecho. Marco nacional e internacional de protección del derecho humano a la salud, Serie Aportes*, Caracas, Provea, 1996 [a continuación como *La salud como derecho*].

<sup>2</sup> Organización Panamericana de la Salud, *Género, mujer y salud en las Américas*, Publicación científica n° 541, Washington, 1993 a la p. X [a continuación como *Género, mujer y salud*] [énfasis añadido].

<sup>3</sup> *Ibid.* a la p. X.

fisiológicos como socioculturales que son socialmente convertidos en obstáculo para el disfrute de los derechos humanos por parte de la mujer<sup>4</sup>.

Somos conscientes de que el sostener que las diferencias fisiológicas justificarían – al menos parcialmente – la existencia de un régimen de protección especial a los derechos de la mujer, puede parecer una afirmación conservadora que avala los esquemas de dominación contra los cuales lucha el movimiento de derechos de la mujer. Sin embargo, consideramos que no admitir que existen rasgos fisiológicos específicos de la mujer que hacen necesario el desarrollo de un régimen especial de protección de sus derechos sería desconocer la realidad en nombre de un pretendido igualitarismo que, a la larga, conspira contra los derechos que se pretende defender.

Un ejemplo sirve para ilustrar mejor este punto. No cabe duda de que el amamantamiento es un acto fisiológico que corresponde a la mujer; existen discriminaciones que se basan en este hecho fisiológico y cuya erradicación depende del reconocimiento de que tal diferencia fisiológica debe ser tratada como una diferencia y no como un rasgo de debilidad, inferioridad o cualquier otra interpretación que trascienda el hecho en sí. Por el contrario, hay construcciones socio-culturales, tales como la obediencia que debe la mujer a su marido, que, si bien pretenden fundamentarse en una diferencia fisiológica entre hombres y mujeres, carecen de todo fundamento desde una perspectiva fisiológica. La discriminación, entonces, puede provenir de un énfasis en diferencias que son tan solo resultado de un proceso de construcción social, pero también pueden originarse en un interesado desconocimiento de diferencias de orden fisiológico. En uno y otro caso es necesario un régimen especial de protección de los derechos de la mujer, especialmente en el campo de los DESC, como veremos más adelante.

El desarrollo de un régimen especial de protección de los derechos de la mujer ha generado reacciones adversas entre ciertos sectores feministas, en la medida en que una de las formas de fundamentar la necesidad de un régimen especial es la ubicación de la mujer en la categoría de sectores vulnerables, a la par de indigentes, niños, refugiados, discapacitados, indígenas, portadores de VIH, etc. Estimamos que, por el contrario y tal como hemos afirmado en anteriores oportunidades,

[...] la clasificación de sectores vulnerables no supone minusvalía ni debilidad, sino que pretende destacar aquellos problemas que colocan a estos grupos en una situación de desventaja, especialmente en el ámbito de los DESC, precisamente a causa de construcciones sociales que tienden a etiquetarlos y marginarlos. En este sentido, vulnerabilidad no es equivalente a inferioridad. Y no puede serlo, justamente porque cualquier clasificación que pretenda ubicar en la categoría de «inferior» a cualquier ser humano, estaría, por definición, reñida con los principios fundamentales de los derechos humanos.

---

<sup>4</sup> Para un análisis sobre la justificación del desarrollo de instrumentos normativos dedicados a la protección de derechos de categorías especiales de personas ver P. Nikken, «Los derechos de la mujer, del niño y de los ancianos: su protección internacional» en P. Nikken, *En defensa de la persona humana*, Caracas, Editorial Jurídica Venezolana, 1988.

La vulnerabilidad, entonces [...] no se fundamenta en la idea de inferioridad, sino en el imperativo de relevar las disparidades ocasionadas por diferentes procesos de construcción social, uno de los cuales – más no el único – es el relativo al género, y cuya identificación es necesaria para atender necesidades específicas de diferentes grupos y sectores sociales expuestos a situaciones derivadas de relaciones de desigualdad<sup>5</sup>.

La perspectiva según la cual resulta válido, desde un enfoque de derechos humanos, establecer un régimen especial de protección para sectores vulnerables sin que ello suponga un acto en sí discriminatorio, ha sido recogida en los Principios de Limburgo relativos a la aplicación del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales en los siguientes términos:

Las medidas especiales, que se tomen con el único fin de asegurar la promoción adecuada de ciertos grupos o individuos que requieran de tal protección para lograr un trato igual en cuanto al goce de derechos económicos, sociales y culturales, no deberán considerarse como una discriminación siempre que estas medidas no tengan como consecuencia el mantenimiento de una separación de derechos para los diferentes grupos<sup>6</sup>.

Por su parte, la OPS ha identificado un conjunto de criterios aplicables a situaciones en las que la mujer debe ser objeto de consideración especial, los cuales se resumen de la siguiente forma:

- a. que sean exclusivos de las mujeres;
- b. que sean más prevalentes entre las mujeres que entre los hombres;
- c. que tengan consecuencias más graves para las mujeres que para los hombres;
- d. que impliquen factores de riesgo diferentes para las mujeres;
- e. que requieran estrategias especiales de intervención para las mujeres.<sup>7</sup>

La vulnerabilidad, por tanto, no proviene de características intrínsecas del sector afectado sino de atributos que le son asignados por parte de aquellos sectores sociales que detentan una posición de dominación<sup>8</sup> y ello puede suceder con cualquier grupo, en razón de diversas características propias o atribuidas, incluyendo consideraciones de género.

Los planteamientos y reflexiones antes expuestos nos permiten afirmar que existen suficientes razones que evidencian la necesidad de un régimen de protección

<sup>5</sup> *La salud como derecho*, *supra* nota 1 a la p. 28.

<sup>6</sup> «Principios de Limburgo relativos a la aplicación del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales» (1987) 9:2 Hum. Rts. Q. al párrafo 39. Estos principios elaborados por expertos, se consideran hoy en día «opinio juris» que interpretan, en forma autorizada, principios de derecho internacional.

<sup>7</sup> *Género, mujer y salud*, *supra* nota 2 a la p. XV.

<sup>8</sup> Así tenemos que, por ejemplo, Amnistía Internacional ha documentado la vulnerabilidad de la mujer en el contexto de guerras y conflictos armados y en situaciones en las cuales la mujer enfrenta un riesgo particular de violaciones a sus derechos humanos. Por otra parte, las violaciones a los derechos humanos de la mujer desde una perspectiva de género, han sido elementos importantes en el desarrollo de los juicios sobre crímenes de guerra en la antigua Yugoslavia.

especial a los derechos de la mujer, sin que ello deba ser interpretado como paternalista o discriminatorio, o refuerce visiones de inferioridad.

### III. Instrumentos internacionales y regionales de protección de los DESC de la mujer

Los derechos humanos de la mujer y, en especial, los relativos a los ámbitos económico, social y cultural, se encuentran recogidos en instrumentos<sup>9</sup> generales y específicos<sup>10</sup>, tanto del sistema universal como del sistema interamericano.

En lo que se refiere al sistema universal, el principal instrumento general que reconoce DESC para toda la población y hace referencias particulares a la mujer, es el Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (PIDESC). Otros instrumentos que se refieren a los DESC de la mujer son la *Convención Internacional sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Racial*, la *Convención Relativa a la Lucha Contra la Discriminación en la Esfera de la Enseñanza*, la *Convención Suplementaria sobre la Abolición de la Esclavitud*, la *Trata de Esclavos y las Instituciones y Prácticas Análogas a la Esclavitud*, el *Convenio para la Represión de la Trata de Personas y de la Explotación de la Prostitución Ajena*, la *Convención sobre el Consentimiento para el Matrimonio*, la *Edad Mínima para Contraer Matrimonio y el Registro de los Matrimonios*, el *Convenio n° 111* de la OIT sobre la discriminación (empleo y ocupación), el *Convenio n° 100* de la OIT sobre igualdad de remuneración, el *Convenio n° 29* de la OIT relativo al trabajo forzoso u obligatorio, el *Convenio n° 1102* de la OIT sobre la seguridad social (norma mínima), el *Convenio n° 97* de la OIT sobre trabajadores migrantes y el *Convenio n° 122* de la OIT sobre la política de empleo. Existe además un instrumento internacional orientado específicamente al reconocimiento de DESC de la mujer, que es la *Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Contra la Mujer*.

En el ámbito interamericano, el principal instrumento general que reconoce DESC de la mujer es la *Convención Americana sobre Derechos Humanos*, existiendo además un instrumento de carácter específico, como lo es la *Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia contra la Mujer*, también conocida como la *Convención de Belem do Para*.

Como se puede observar, existe una gran variedad de instrumentos generales y específicos, tanto en el ámbito internacional como en el regional, que reconocen DESC de la mujer. A continuación examinaremos los derechos protegidos por estos instrumentos, prestando particular atención a aquellos DESC que presentan problemas conceptuales especiales.

<sup>9</sup> A los fines del presente trabajo, tomaremos en cuenta solamente los instrumentos internacionales de carácter convencional, excluyendo del análisis las declaraciones o resoluciones de rango inferior.

<sup>10</sup> Al hablar de instrumentos generales nos referimos a aquellos que protegen todos o algunos derechos de todos los seres humanos, mientras que los instrumentos específicos corresponden a aquellos que se ocupan concretamente de derechos de la mujer.



#### **IV. DESC protegidos: innovaciones y retos**

La gama de DESC reconocidos a la mujer en instrumentos internacionales y regionales es, en cierta forma, más amplia que el inventario general de derechos consagrados para el conjunto de la población. Ello se debe en parte al hecho de que los instrumentos que se refieren a derechos de la mujer como categoría especial de la población son de data relativamente reciente, por lo que han podido incorporar avances y novedades que resultaban poco aceptables medio siglo atrás, pero que en los últimos años han cobrado la fuerza y el peso teórico suficientes como para lograr su positivización en instrumentos de protección de los derechos humanos.

Por otra parte, algunos derechos cuyo reconocimiento en instrumentos internacionales se había venido diluyendo a causa de las tensiones ideológicas propias de los años de la Guerra Fría, han recobrado nueva fuerza en el caso de instrumentos de protección de derechos de categorías específicas de personas, como es el caso de la mujer. De allí la relevancia de examinar la gama de DESC protegidos por los instrumentos regionales e internacionales.

Los DESC reconocidos por instrumentos internacionales o regionales incluyen los siguientes derechos:

- al ejercicio de los derechos sin discriminaciones por motivos de sexo o de otra índole;
- al trabajo
- a la no discriminación en materia de empleo y ocupación;
- a condiciones de trabajo equitativas y satisfactorias que incluyan:
  - una remuneración justa
  - salario igual por igual trabajo
  - condiciones de existencia dignas para la trabajadora y su familia
- a la protección contra el trabajo forzoso u obligatorio;
- a la seguridad e higiene en el trabajo, incluyendo la salvaguardia de la función de reproducción;
- al fuero materno;
- a la protección contra despidos por discriminación basada en el estado civil;
- a igual oportunidad de promoción laboral;
- al descanso, el disfrute del tiempo libre, limitación de la jornada y disfrute de vacaciones periódicas pagadas y remuneración de días feriados;
- a fundar sindicatos y afiliarse al de su elección;
- a la seguridad social y al seguro social;
- a la protección de la familia;

- a la protección de las madres durante un período razonable antes y después del parto y en especial a la madre trabajadora;
- a la protección contra la esclavitud y prácticas análogas;
- a la protección contra la trata y la explotación de la prostitución ajena;
- a la alimentación;
- al vestido;
- a la vivienda adecuada;
- a la salud;
- a la educación y oportunidades de estudio;
- a la libertad para escoger la educación de sus hijos;
- a la protección contra la discriminación en la esfera de la enseñanza;
- a participar en la vida cultural y en actividades deportivas;
- a gozar de los beneficios del progreso científico;
- a contraer matrimonio por propio consentimiento y a gozar de iguales derechos durante el matrimonio y en caso de disolución de éste;
- a la propiedad y en materia de compras, gestión, administración, goce y disposición de bienes;
- a heredar;
- a obtener préstamos bancarios, hipotecas y otras formas de crédito financiero;
- a información y asesoramiento sobre planificación familiar;
- a la protección contra la esterilización, el aborto involuntario y la circuncisión;
- a la protección contra la discriminación en zonas rurales;
- a beneficiarse de políticas de reforma agraria y de reasentamientos;
- a la protección contra la violencia física, sexual o psicológica.

Como puede verse, la gama de DESC reconocidos por instrumentos internacionales y regionales es bastante variada, aunque, como podremos observar más adelante, los mecanismos de protección no son iguales para todos los casos.

## **V. La redefinición de los DESC desde una perspectiva de género: dos casos ilustrativos**

Tal como sugerimos al comienzo de estas reflexiones, la incorporación de la dimensión de género en el tratamiento de los derechos humanos ha conducido a replantear algunas visiones tradicionales al respecto. Quisiéramos a continuación referirnos a dos derechos protegidos por instrumentos internacionales y que cobran nueva fuerza al ser tratados desde la perspectiva de género: el derecho a la propiedad y otros derechos de carácter patrimonial y el derecho a la protección contra la violencia física, sexual o psicológica.

### A. El derecho a la propiedad y otros derechos de carácter patrimonial

El derecho a la propiedad ha tenido una historia accidentada en el marco de la protección internacional de los derechos humanos. Algunos autores cuestionan incluso el carácter de derecho de la propiedad<sup>11</sup>, afirmando que ésta está asociada al *tener* y no al *ser*, por lo que no es inherente a la persona humana, característica fundamental de cualquier derecho humano<sup>12</sup>. Pese a haber sido reconocido como derecho en la *Declaración Universal de Derechos Humanos* (artículo 17), los pactos internacionales posteriores, tanto en el área de los derechos civiles y políticos como en la de los DESC, no lo retoman en su articulado. No obstante, tanto la *Convención Americana sobre Derechos Humanos* (artículo 21) como varios instrumentos internacionales sobre categorías específicas<sup>13</sup> vuelven a reconocer a la propiedad su calidad de derecho humano.

Por otra parte, aún entre quienes aceptan que la propiedad es un derecho, no existe una visión uniforme en cuanto a la naturaleza del mismo. Algunos teóricos lo consideran un derecho civil, mientras otros sugieren que la propiedad como derecho se ubica en el ámbito de los derechos sociales. Es éste, precisamente, uno de los aspectos en los cuales la dimensión de género ha impulsado una reconceptualización. Si bien desde una visión clásica, el derecho a la propiedad, al igual que otros derechos de carácter patrimonial, podría ubicarse dentro de los derechos civiles, es indudable que, al examinarlo desde una perspectiva de género, éste adquiere dimensiones sociales.

Desde el punto de vista de los derechos civiles, el contenido de la propiedad como derecho estaría vinculado a la cualificación jurídica de la persona para disponer de bienes muebles o inmuebles. Como señala Krause:

La formulación de provisiones sobre la propiedad en convenciones sobre derechos humanos enfatiza los aspectos negativos del derecho al especificar las condiciones para una interferencia permisible en la propiedad de la persona. Por tanto, el derecho a la propiedad aparece «meramente» como una libertad civil sin ningún «elemento social». Sin embargo, la protección de la propiedad puede extenderse hacia los derechos sociales si al concepto de propiedad se le otorga una interpretación más amplia y se enfatiza el papel de las obligaciones positivas del Estado en relación con este derecho<sup>14</sup>.

<sup>11</sup> Para un recuento de los principales elementos del debate en torno a la propiedad como derecho ver C. Krause, «The right to property» en A. Eide, C. Krause y A. Rosas, dir., *Economic, Social and Cultural Rights, a Textbook*, Dordrecht, Martinus-Nijhoff, 1995.

<sup>12</sup> H. Faúndez, *El sistema interamericano de protección de los derechos humanos. Aspectos institucionales y procesales*, San José, Instituto Interamericano de Derechos Humanos (IIDH), 1996.

<sup>13</sup> La *Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Contra la Mujer*, Res. AG 34/180, Doc. of. AG NU, 34<sup>a</sup> sess., supp. n° 46, Doc. NU A/20378 (1979) 13, art. 15.2, 16.1(h); la *Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Racial*, art. 5(d),(v),(vi), la *Convención sobre el Estatuto de los Refugiados*, 189 C.T.N.U. 150, art. 13, 18-19, 29-30 y la *Convención sobre el Estatuto de los Apátridas*, art. 13-14.

<sup>14</sup> Krause, *supra* nota 11 a la p. 149 [traducción propia].

Desde una perspectiva de género, el derecho a la propiedad y otros derechos de carácter patrimonial no pueden limitarse a la cualidad jurídica de la mujer para disponer de bienes, sino que debe tomar en cuenta las implicaciones sociales de estos derechos. En otras palabras, si uno de los aspectos que ha servido históricamente para relegar a la mujer a un segundo plano, ha sido su exclusión de los procesos socioeconómicos y el desconocimiento de su contribución a la economía familiar, despojándola de su capacidad de decidir y, en consecuencia, de autorrealizarse, es innegable que tal situación acarrea graves consecuencias sociales para la mujer, que no pueden ser ignoradas en el terreno de los derechos humanos.

En lo que se refiere al aporte femenino a la economía familiar, cabe recordar lo señalado por el Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer, el cual plantea el asunto en los siguientes términos:

En algunos países, al dividirse la propiedad conyugal, se atribuye mayor importancia a las contribuciones financieras al patrimonio efectuadas durante el matrimonio que a otras aportaciones como la educación de los hijos, el cuidado de los parientes ancianos y la realización de las labores caseras.

Con frecuencia, tales contribuciones no financieras de la mujer hacen posible que el marido obtenga ingresos y aumente su capital. Se debería otorgar la misma importancia a las contribuciones financieras y a las no financieras<sup>15</sup>.

Las dimensiones sociales de otros derechos de carácter patrimonial, han sido abordadas igualmente por el Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer:

Cuando la mujer no puede celebrar un contrato en absoluto, ni tener acceso a créditos financieros, o solo lo puede hacer con el consentimiento o la garantía de su marido o un pariente masculino, se le niega su autonomía jurídica. Toda restricción de ese género le impide poseer bienes como propietaria exclusiva y le imposibilita la administración legal de sus propios negocios o la celebración de cualquier otro tipo de contrato. Las restricciones de dicha índole limitan seriamente la capacidad de la mujer para proveer sus necesidades o las de sus familiares a cargo<sup>16</sup>.

Como puede observarse, el acceso a la propiedad en materia de compras, gestión, administración, goce y disposición de bienes, la posibilidad de heredar y la capacidad para obtener préstamos bancarios, hipotecas y otras formas de crédito financiero, abordados como derechos desde una perspectiva de género, trascienden las dimensiones civiles de los derechos humanos para ubicarse en el ámbito de los derechos sociales, debido a que el impacto que tienen en la vida de la mujer trasciende los aspectos formales asociados con la legitimación jurídica para su ejercicio.

---

<sup>15</sup> Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer, *Recomendación General n° 21 sobre la Igualdad en el Matrimonio y en las Relaciones Familiares*, 13° período de sesiones, 1994 al párrafo 32.

<sup>16</sup> *Ibid.* al párrafo 7.

## B. El derecho a la protección contra la violencia

También en este campo nos encontramos frente a un derecho que ha impulsado la redefinición de conceptos tradicionales en el campo de los derechos humanos, ya que la violencia contra la mujer, sea ésta de carácter sexual, físico o psicológico, en el ámbito doméstico o laboral, fue considerada hasta hace muy poco tiempo como un tema del derecho privado, donde no había cabida para la responsabilidad estatal. Tomasevski resume el eje central de este problema de la siguiente forma:

El reconocimiento de que la violencia contra la mujer viola sus derechos significa que los gobiernos deben asegurar que las mujeres sean protegidas contra ésta, esto es, que la violencia contra la mujer sea efectivamente prevenida. Esto necesita incursión gubernamental en un área que ha sido tradicionalmente considerada como «privada», rodeada de una nube de impenetrable silencio y protegida contra la interferencia gubernamental<sup>17</sup>.

Debe aclararse, sin embargo, que el reconocimiento de la violencia contra la mujer como un asunto de carácter público que, por tanto, acarrea obligaciones para el Estado, no significa automáticamente el desplazamiento de la responsabilidad internacional en materia de protección de los derechos humanos del Estado hacia los particulares. De lo que se trata es de reconocer que el Estado tiene la obligación de prevenir, investigar y sancionar actos de violencia contra la mujer, sean éstos cometidos por agentes estatales o por particulares, en la medida en que el Estado es el responsable de velar por la seguridad e integridad de todos los ciudadanos bajo su jurisdicción. Lejos de diluir la responsabilidad estatal, los actos de violencia contra la mujer cometidos por particulares atraen tales conductas hacia el fuero internacional de protección y vigilancia de los derechos humanos. En tal sentido, cabe recordar lo estipulado por el Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer:

[...] de conformidad con la *Convención*, la discriminación no se limita a los actos cometidos por los gobiernos o en su nombre [...]. Por ejemplo, en virtud del inciso e) del artículo 2 de la *Convención*, los Estados Partes se comprometen a adoptar todas las medidas adecuadas para eliminar la discriminación contra la mujer practicada por cualesquiera personas, organizaciones o empresas. En virtud del derecho internacional y de pactos específicos de derechos humanos, los Estados también pueden ser responsables de actos privados si no adoptan medidas con la diligencia debida para impedir la violación de los derechos o para investigar y castigar los actos de violencia y proporcionar indemnización<sup>18</sup>.

Ahora bien, incluso desde un discurso feminista, algunos autores que reivindican el carácter público – y, por consiguiente, la sujeción a responsabilidad estatal – del derecho a la protección contra la violencia, lo hacen desde la óptica de los derechos civiles y políticos, asociando este derecho con otros de carácter civil y

<sup>17</sup> Krause, *supra* nota 11 a las pp. 286-287 [traducción propia].

<sup>18</sup> Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer, *Recomendación General n° 19 sobre la Violencia Contra la Mujer*, 11° período de sesiones, 1992 al párrafo 9.

político tales como el derecho a la vida y a la integridad personal<sup>19</sup>. Somos de la idea de que, si se admite que la violencia contra la mujer no puede seguir relegada al terreno de lo privado, resulta un contrasentido remitir el derecho a la protección contra la violencia al campo de los derechos civiles y políticos, pues la «desprivatización» de este derecho trae aparejado el reconocimiento de una nueva dimensión de carácter sociocultural.

Las dimensiones socioculturales del derecho a la protección contra la violencia han sido reconocidas por organismos internacionales. La Asamblea General de la ONU admitió en 1993 que para asegurar la eliminación de la violencia contra la mujer, los estados deben «modificar los patrones sociales y culturales de conducta de hombres y mujeres» y eliminar las prácticas «basadas en la idea de la inferioridad o superioridad [...] y en roles estereotipados de mujeres y hombres»<sup>20</sup>.

Por su parte, la Organización de Estados Americanos, al aprobar la *Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia Contra la Mujer*, establece entre las obligaciones de los estados el

modificar patrones socioculturales de conducta de hombres y mujeres, incluyendo el diseño de programas de educación formales y no formales apropiados a todo nivel del proceso educativo, para contrarrestar prejuicios y costumbres y todo otro tipo de prácticas que se basen en la premisa de la inferioridad o superioridad de cualquiera de los géneros o en los papeles estereotipados para el hombre y la mujer que legitiman o exacerban la violencia contra la mujer<sup>21</sup>.

La violencia contra la mujer está íntimamente asociada con DESC, siendo las dos referencias más inmediatas las relativas al derecho a la salud y el derecho al trabajo; de manera más indirecta se relaciona también con los derechos reproductivos. Es así que el derecho a la protección contra la violencia es parte del derecho al disfrute del máximo grado posible de salud física y mental, a la libertad en la elección del empleo, a la igualdad de oportunidades en materia de promoción laboral y al derecho a decidir la cantidad de hijos a tener y la oportunidad para tenerlos. De tal forma, asociar este derecho solamente con el derecho a la vida o a la integridad personal resulta incompleto y encubridor de una realidad que debe ser afrontada en toda su complejidad para superar las causas que originan este grave problema.

## VI. Mecanismos de protección: avances y vacíos

Los mecanismos de protección de los DESC de la mujer a nivel internacional son de diversa índole. En el campo de los mecanismos convencionales, es decir,

<sup>19</sup> Al respecto ver C. Romany, «La responsabilidad del Estado se hace privada: una crítica feminista a la distinción entre lo público y lo privado en el derecho internacional de los derechos humanos» en R. Cook, *Derechos humanos de la mujer*, Bogotá, Profamilia, 1977.

<sup>20</sup> *Declaración sobre la Eliminación de la Violencia Contra la Mujer*, Res. AG 48/104, Doc. of. AG NU, 1994, art. 4.

<sup>21</sup> *Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia Contra la Mujer*, Organización de Estados Americanos, Art. 8(b).

aquellos que se originan en una convención o pacto internacional, tenemos algunos limitados a la presentación de informes y otros que permiten la presentación de quejas individuales.

Es así que la *Convención Americana sobre Derechos Humanos* contempla tanto un mecanismo de presentación de informes de países, como uno de tramitación de denuncias individuales. Es importante acotar que al aprobarse la *Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia Contra la Mujer*, ésta estableció no sólo un mecanismo de supervisión a través de la presentación de informes estatales, sino que reconoció la competencia de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos para recibir denuncias individuales relativas a violaciones a lo estipulado en el artículo 7 de este instrumento, el cual establece los deberes de los Estados en materia de violencia contra la mujer.

También en el ámbito interamericano, cabe mencionar que el *Protocolo Facultativo a la Convención Americana sobre Derechos Humanos en materia de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (Protocolo de San Salvador)*<sup>22</sup>, además del mecanismo de informes periódicos de países, contempla la posibilidad de presentar quejas individuales ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos en casos de violaciones al derecho a la libertad sindical y a la educación. Este *Protocolo*, sin embargo, todavía no ha entrado en vigencia, ya que no cuenta aún con el número necesario de ratificaciones.

Es posible, además, presentar denuncias individuales por violación de DESC de la mujer en los órganos especializados de la Organización Internacional del Trabajo y en la UNESCO, en lo que se refiere a libertad sindical y discriminación en la esfera de la enseñanza, respectivamente.

Todos los demás instrumentos que reconocen DESC de la mujer contemplan solamente el mecanismo de presentación de informes periódicos por parte de los estados, por lo que no existe la posibilidad de exigir la atención de los órganos internacionales en casos de denuncias personales sobre violaciones a los DESC de la mujer. Al respecto, desde hace algunos años se viene trabajando en la preparación de un protocolo facultativo a la *Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Contra la Mujer*. Entre quienes impulsan esta propuesta, que ha sido formalmente acogida para su estudio por el Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer desde 1994, se encuentra el Centro para el Liderazgo Global de la Mujer, el cual justifica de la siguiente forma la pertinencia del *Protocolo Facultativo*:

En el sistema de Naciones Unidas no existen procedimientos específicos que contemplen casos individuales o violaciones extensivas sobre derechos humanos de las mujeres con posibilidad de obtener una reparación de la violación causada; o que posibiliten la revisión de los casos por un órgano

---

<sup>22</sup> 17 de noviembre 1988, O.E.A.S.T., n° 69.

especializado independiente que incorpore en el análisis el enfoque de género y la perspectiva de los derechos humanos de las mujeres<sup>23</sup>.

Debe aclararse, sin embargo, que aunque los procedimientos de denuncia individual son altamente deseables, no por ello pueden descartarse otros que, pese a su carácter no convencional, pueden servir para profundizar el tratamiento de aspectos específicos de los DESC de la mujer. Tal es el caso de la Relatoría Especial sobre Violencia contra la Mujer, creada en 1994, cuyo mandato consiste en buscar y recibir información sobre el tema y presentar recomendaciones que contribuyan a eliminar la violencia contra la mujer a través de medidas nacionales, regionales e internacionales. Sin duda, este tipo de relatorías especiales, aunque no tengan competencia para examinar denuncias individuales, constituye una importante contribución para poner de relieve temas históricamente marginados en lo que respecta a DESC de la mujer.

## VII. Reflexiones finales

Al examinar los DESC de la mujer, es posible encontrar una serie de aspectos relacionados con la visión tradicional de los derechos humanos que son superados por redefiniciones producidas por una perspectiva de género, la cual imprime un nuevo aire a derechos que se encontraban hasta el presente poco desarrollados en lo que se refiere al tratamiento de su contenido y naturaleza.

Sin embargo, para que estos derechos no pierdan fuerza, ni sean relegados al plano de las aspiraciones, las redefiniciones deben hacerse desde la reafirmación de las características más fundamentales de los derechos humanos, a saber, universalidad, no discriminación, indivisibilidad y capacidad de posicionar al individuo frente al Estado como responsable final de su satisfacción. La consistencia en los avances propuestos en materia de DESC, especialmente desde una perspectiva de género, sigue siendo uno de los retos más importantes que se enfrentan en la actualidad en el campo de los derechos humanos.

---

<sup>23</sup> *Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Contra la Mujer, Protocolo Facultativo*, IIDH, San José, 1998 a la p. 10 (en marzo de 1999, en la 43 reunión de la Comisión Jurídica y Social de la Mujer en Naciones Unidas, se concluyeron los trabajos preparatorios y de redacción de este *Protocolo Facultativo*, y el texto aprobado quedó ahora a consideración de la Asamblea General).



### BIBLIOGRAFÍA

- Amnistía Internacional, *Human rights are women's right*, Londres, AI Publications, 1995.
- Bolívar, L., *Derechos económicos, sociales y culturales: derribar mitos, enfrentar retos, tender puentes, una visión desde la (in)experiencia de América Latina*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos (IIDH), serie Estudios básicos de derechos humanos, vol. 5, San José, 1996.
- Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer, *Recomendación general n° 19 sobre la violencia contra la mujer*, 11° período de sesiones, 1992.
- Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer, *Recomendación general n° 21 sobre la igualdad en el matrimonio y en las relaciones familiares*, 13° período de sesiones, 1994.
- Cook, R., *Women's health and human rights*, World Health Organization, Ginebra, 1994.
- IIDH, *Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer, Protocolo facultativo*, Documento de trabajo, San José, 1998.
- IIDH, *Protección internacional de los derechos humanos de las mujeres*, San José, 1997.
- Faúndez, H., *El sistema interamericano de protección de los derechos humanos. Aspectos institucionales y procesales*, IIDH, San José, 1996.
- Ilumoka, A., «Derechos económicos, sociales y culturales de la mujer africana: hacia una teoría y prácticas relevantes» en R. Cook, *Derechos humanos de la mujer - compiladora*, Bogotá, Profamilia, 1977.
- Krause, C., «The right to property» en A. Eide, C. Krause y A. Rosas, dir., *Economic, Social and Cultural Rights, a Textbook*, Dordrecht, Martinus-Nijhoff, 1995.
- Naciones Unidas:
  - *Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales*
  - *Convención Internacional sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Racial*
  - *Convención sobre estatuto de los refugiados*
  - *Convención sobre el estatuto de los apátridas*
  - *Convención sobre la eliminación de todas las formas de*

*discriminación contra la mujer*

- *Convención suplementaria sobre la abolición de la esclavitud, la trata de esclavos y las instituciones y prácticas análogas a la esclavitud*
- *Convenio para la represión de la trata de personas y de la explotación de la prostitución ajena, la Convención sobre el consentimiento para el matrimonio, la edad mínima para contraer matrimonio y el registro de los matrimonios*
- *Declaración sobre la eliminación de la violencia contra la mujer*
- *Declaración Universal de Derechos Humanos*
- Nikken, P., *En defensa de la persona humana*, Caracas, Editorial Jurídica Venezolana, 1988.
- Organización de Estados Americanos:
  - *Convención Americana sobre Derechos Humanos*
  - *Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia contra la Mujer*
  - *Protocolo Facultativo a la Convención Americana sobre Derechos Humanos en materia de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (Protocolo de San Salvador)*
- Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, *Convención relativa a la lucha contra la discriminación en la esfera de la enseñanza.*
- Organización Internacional del Trabajo,
  - *Convenio n° 29* de la OIT relativo al trabajo forzoso u obligatorio
  - *Convenio n° 97* de la OIT sobre trabajadores migrantes
  - *Convenio n° 100* de la OIT sobre igualdad de remuneración
  - *Convenio n° 102* de la OIT sobre la seguridad social (norma mínima)
  - *Convenio n° 111* de la OIT sobre la discriminación (empleo y ocupación)
  - *Convenio n° 122* de la OIT sobre la política de empleo
- Organización Panamericana de la Salud, *Género, mujer y salud en las Américas*, Publicación científica n° 541, Washington, 1993.
- Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos, *La salud como derecho. Marco nacional e internacional de protección del derecho humano a la salud, Serie Aportes*, Caracas, 1996.

- Romany, C., «La responsabilidad del Estado se hace privada: una crítica feminista a la distinción entre lo público y lo privado en el derecho internacional de los derechos humanos» en R. Cook, *Derechos humanos de la mujer - compiladora*, Bogotá, Profamilia, 1977.
- Tomasevski, K., «Women» en Eide y otros, dir., *Economic, social and cultural rights, a textbook*, Dordrecht, 1995.